



Mairie de Combs-la-Ville
Esplanade Charles de Gaulle
B.P. 116 - 77 385 Combs-la-Ville Cedex
Tel. : 01 64 13.16.00
wwwcombs-la-ville.fr

A R R E T E n° 2024 / 127 - A

CREATION DE RESEAU TELECOM ALLEE DES BRANDONS ENTREPRISE HOMMES TP LOCATION IDF

LE MAIRE,

- VU Les articles L.2131-1, L. 2213-1, L. 2213-2, L.2213-3, L.2211-1 du Code général des collectivités territoriales,
- VU Le Code de la voirie routière,
- VU La loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux libertés des communes,
- VU Le Code de la Route et notamment ses articles, L325-1et suivants, R 411-2, R411-25, R411-26, R411-28 et R414-14, R417-1 à R417-13
- VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié,
- VU Le Code Pénal et notamment son article R 610-5,
- VU L'arrêté municipal 2016/385A relatif au stationnement abusif,
- VU La DICT n° 2024030401008T en date du 4 mars 2024,

CONSIDERANT Qu'il importe de réglementer le stationnement et la circulation afin d'assurer la sécurité publique pendant la création de réseau Télécom effectuée par l'entreprise **HOMMES TP LOCATION IDF – 22, avenue Anatole France – 94880 NOISEAU**, pour le compte d'ERT TECHNOLOGIES .

ARRETE

ARTICLE 1 : Du lundi 18 mars au vendredi 26 avril 2024, l'entreprise HOMMES TP LOCATION IDF est autorisée à occuper la voie publique :
- allée des Brandons

ARTICLE 2 : Pendant l'exécution des travaux, la circulation se fait par rétrécissement de chaussée.
Les piétons sont renvoyés sur le trottoir opposé au chantier.
La signalisation temporaire doit être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine volume 3 suivant les schémas 3.04 - 4.02.

ARTICLE 3 : Les véhicules en infraction seront verbalisés conformément aux textes en vigueur et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leur propriétaire.

ARTICLE 4 : La signalisation temporaire est mise en place par l'entreprise susvisée.

Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1.20m minimum de large, jalonné de barrières métalliques.

Celui-ci doit être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence de quelque obstacle qui soit.

ARTICLE 5 : L'entreprise susvisée doit prendre des précautions pour éviter, dans toute la mesure du possible de salir les abords du chantier en cause ainsi que les chaussées empruntées éventuellement par ses matériaux. Les véhicules doivent être chargés correctement pour ne pas perdre en cours de route une partie de leur contenu. L'entreprise procédera à des nettoyages périodiques, voire journaliers, des abords et chaussées intéressés.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis à :
Monsieur le Commissaire central de la Circonscription d'Agglomération de Melun Val de Seine,
Les services techniques municipaux et le Chef de Service de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.

Fait à Combs-la-Ville, le 14 Mars 2024



Le Maire
Guy GEOFFROY